

RÉSULTATS PARCOURSUP ET MON MASTER : STOP À LA SÉLECTION !

Les résultats de Parcoursup et Mon Master commencent à tomber. Comme chaque année, des milliers de jeunes attendent avec angoisse pour savoir où ils pourront étudier - ou non - l'année prochaine. Comme chaque année, des milliers d'entre eux seront laissés sur le carreau, ou pris dans des filières qu'ils n'avaient même pas demandées.

En 2024, selon les chiffres du ministère de l'Enseignement supérieur, Parcoursup avait laissé 295 000 jeunes sans inscription, sur un total de 945 500 candidats inscrits sur la plateforme, soit plus de 30% des candidats ! Parmi ces candidats figurent plus de 177 000 lycéens dont des candidats scolarisés à l'étranger, et près de 80 000 étudiants en réorientation. Un tri social qui ne dit pas son nom, puisque le lycée d'origine rentre en compte dans les affectations, alors même que celui-ci est surtout lié à l'endroit où on vit et au revenu de ses parents.

Ce ne sont pas les coupes budgétaires dans l'enseignement supérieur qui vont arranger les choses ! Suppression de places, voire de filières, hausse des frais d'inscription, tout est envisagé plutôt que de garantir à tous des moyens d'étudier dignement. Car le tri continue, même passé les portes de la fac ! Près de la moitié des étudiants en L1 histoire à Paris 1 ne passent pas en deuxième année par exemple. Avec les coupes budgétaires ce sera pire. Car le poids de l'austérité retombe sur les étudiants de famille pauvre : ce sont eux qui vont payer les coupes dans les bibliothèques universitaires, les CROUS, le matériel informatique et les cours de tutorat. Ceux qui ne pourront pas y pallier avec l'argent et l'aide de leurs parents se retrouveront de plus en plus en difficulté pour étudier dans des conditions décentes. D'autant plus que combiner job étudiant et cours relève du casse-tête, sans aucun accompagnement prévu par les facs.

Cette généralisation du tri social ne fait qu'encourager le développement de filières privées, accessibles à condition d'hériter d'un portefeuille bien rempli, et qui ont leurs d'arnaques et diplômes bidons. ! Aujourd'hui, les écoles du privé accueillent 24,8 % de l'enseignement supérieur, soit le double d'il y a 20 ans. Ainsi, de plus en plus de jeunes s'endettent, avant même l'arrivée dans le supérieur, pour pouvoir payer ces formations privées ou tout simplement pour pouvoir payer le loyer à côté de la fac. Près de 300 000 étudiants ont des prêts à rembourser aujourd'hui en France, un bon moyen d'enrichir les banques sur la précarité de ceux qui tentent de faire des études.

Les manifestations étudiantes de cette année qui s'opposaient à ces coupes montrent la voie. Ils veulent une jeunesse sage et disciplinée, par le SNU et le renforcement des sanctions disciplinaires de la fac, pour nous apprendre déjà à baisser la tête face aux flics, aux patrons et à l'Etat. Mais on ne se laissera pas faire ! Chaque rentrée, des collectifs de sans-facs se sont constitués pour contester leur refus et exiger des inscriptions. Par la lutte ils arrivent à arracher des inscriptions : étudier est un droit, pas un privilège ! C'est en ce sens que le NPA Jeunes Révolutionnaires en lien avec d'autres organisations de jeunesse appelle dès maintenant à préparer une rentrée de lutte avec une journée de mobilisation contre les attaques du gouvernement contre les facs, par le biais des coupes budgétaires et du renforcement de la sélection.